



HAL
open science

Patrimonialisations, territorialisations et mobilisations dans la banlieue rouge : Plaine Commune et le patrimoine de banlieue

Geraldine Djament

► **To cite this version:**

Geraldine Djament. Patrimonialisations, territorialisations et mobilisations dans la banlieue rouge : Plaine Commune et le patrimoine de banlieue. *L'Espace Politique*, 2020, 2019-2 (38), 10.4000/espacepolitique.6726 . hal-03442037

HAL Id: hal-03442037

<https://hal.science/hal-03442037>

Submitted on 22 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

38 | 2019-2 :

Rapports à l'espace et formes d'engagement : ancrage, attachement, territorialisation + Varia

Rapports à l'espace et formes d'engagement : ancrage, attachement, territorialisation

Patrimonialisations, territorialisations et mobilisations dans la banlieue rouge : Plaine Commune et le patrimoine de banlieue

Heritage, territory and mobilizations in Parisian red suburbs faced with metropolization: Plaine Commune and suburban heritage

GÉRALDINE DJAMENT

<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6726>

Résumés

Français English

A partir du cas de Plaine Commune, étudié sur la base d'un dépouillement du fonds Souchevre des archives municipales de Saint-Denis et d'entretiens semi-directifs, l'article cherche à cerner les reconfigurations des relations entre territorialisation, mobilisations et patrimonialisation en banlieue rouge. Tandis que la banlieue rouge se caractérise historiquement par l'association entre territorialisation et mobilisations et par une patrimonialisation limitée, l'article retrace l'invention d'une politique patrimoniale par le deuxième âge du communisme municipal, en interaction avec la lutte contre les restructurations industrielles et avec la diffusion en banlieue de la nouvelle muséologie. Puis il présente la promotion d'un « patrimoine de banlieue » par les communistes « réformateurs » à la tête de l'intercommunalité et par des associations/institutions locales comme une hybridation des politiques sociales, patrimoniales et touristique répondant à la remise en cause du système territorial de la banlieue rouge dans la nouvelle étape du capitalisme. L'article montre enfin que la banlieue rouge est aujourd'hui le théâtre de mobilisations patrimoniales territorialisées qui visent à s'approprier et à transmettre l'usage commun du patrimoine industriel et le modèle généraliste du logement social. In fine, l'article montre que la banlieue constitue un observatoire de nouveaux régimes patrimoniaux alternatifs (il propose notamment l'hypothèse théorique de la patrimonialisation par appropriation territoriale, à prolonger par la comparaison avec d'autres expériences patrimoniales, par exemple en banlieue parisienne ou lyonnaise), porteurs de différentes formes de résistances et d'alternatives populaires à la métropolisation et assurent la transmission d'un modèle social.

Based on the case of Plaine Commune, located in the northern Parisian red suburbs, studied on the basis of an analysis of the Souchevre collection of the municipal archives of Saint-Denis and semi-directive interviews, the article seeks to define the reconfigurations of the relations between territorialization, mobilizations and heritagization in the red suburb. While the red suburb is historically characterized by the association between territorialization and mobilizations and by a limited patrimonialization, the article traces the invention of a heritage policy by the second age of municipal communism, in interaction with the fight against industrial restructuring and with the spread of the new museology in the suburbs. Then it presents the promotion of a « typical suburban heritage » by the « reformers » communists at the head of the intercommunal and by local associations/institutions as a hybridization of social policies, heritage and tourism policies in response to the questioning of the territorial system of the red suburb in the new stage of capitalism. The article finally shows that the red suburb is today the scene of territorial heritage mobilizations aimed at appropriating and transmitting the common use of the industrial heritage and the generalist model of social housing. In the end, the article shows that the suburbs constitute an observatory of new alternative heritage regimes (it proposes in particular the theoretical hypothesis of the patrimonialization by territorial appropriation, to be extended by comparison with other patrimonial experiences, for example in the suburbs of Paris or Lyon), carriers of different forms of resistance and popular alternatives to metropolization and ensure the transmission of a social model.

Entrées d'index

Mots-clés : banlieue, métropolisation, patrimonialisation, Plaine Commune, Seine-Saint-Denis, Grand Paris, Île-de-France

Keywords : Parisian red suburbs, heritagization, metropolization, Plaine Commune, Seine-Saint-Denis, Grand Paris, Île-de-France

Texte intégral

- 1 Tandis que de 1950 à 1973, la municipalité communiste de Saint-Denis se battait pour obtenir des monuments historiques la restauration de la basilique, l'association d'Aubervilliers *Jardins à tous les étages* milite actuellement en faveur d'une rénovation urbaine patrimoniale du grand ensemble de la Maladrerie. Ces mobilisations patrimoniales s'inscrivent dans des conflits politiques, entre l'Etat et la banlieue rouge, autour de la métropolisation du Grand Paris. Leur évolution révèle les recompositions métropolitaines des relations entre mobilisations, territorialisation et patrimonialisation en banlieue.
- 2 Leur étude vise à dépasser la disjonction scientifique entre l'analyse des recompositions et de la territorialisation du mouvement social, celle des mobilisations patrimoniales et celle de la territorialisation du patrimoine. Notre travail se base en effet sur trois hypothèses théoriques en interaction :
 1. La géographie politique n'étudie pas les supposés « nouveaux » mouvements sociaux, mais les déplacements et résistances du mouvement social confronté à la nouvelle étape du capitalisme ;
 2. Les conflits patrimoniaux contemporains ne constituent pas tant un type de conflits spécifique qu'une déclinaison des conflits de la métropolisation, les résistances patrimoniales prenant appui sur des territorialisations locales ;
 3. la tendance à la territorialisation du et par le patrimoine, souvent présentée de façon consensuelle et dépolitisée, doit être étudiée dans ses enjeux sociaux et politiques, et dans sa pluralité irréductible. Différentes dynamiques de territorialisation du et par le patrimoine coexistent : une dynamique de « patrimonialisation » (Gravari-Barbas, 2012), une dynamique de « compensation patrimoniale » et des expériences de patrimonialisation par appropriation territoriale.



Réexaminer les relations entre patrimonialisation, territorialisation et mobilisations

Pour une géographie politique des déplacements et résistances du mouvement social

- 3 Historiquement associées au mouvement ouvrier, les mobilisations ont classiquement été pensées en relation à une appartenance de classe. Les sciences sociales ont cependant précocement mis en évidence l'ancrage territorial du mouvement ouvrier, qui se déploie à différentes échelles, du quartier, lieu d'une sociabilité ouvrière porteuse de mobilisations, à l'i/International(e), en passant par la constitution de territoires du communisme (Bellanger, Mischi, 2013). Cependant, les déplacements géographiques du capitalisme remettent en cause les ancrages territoriaux historiques du mouvement ouvrier. Dans les médias, « la classe ouvrière a été remplacée » de façon dominante « par la supposée « crise des banlieues », en une « hyperlocalisation de la question sociale » (Fourcaut, 2002).
- 4 Face à ces mutations, l'historiographie s'interroge sur un « changement de paradigmes : de la classe au territoire ? » (Fourcaut, art. cit.) et sur de « nouveaux mouvements sociaux » (Frère, Jacquemain, 2013), caractérisés à la fois par une transnationalisation « alter-mondialiste » (Ripoll, 2005) et par une territorialisation réactive, du Larzac des années 1970 à la récente ZAD de Notre Dame des Landes (Rivière, 2016) ou aux mouvements d'occupations urbaines (Harvey, 2015). Les récentes expériences de « villes rebelles » conduisent David Harvey à s'interroger sur un déplacement du mouvement social du lieu de travail vers le « droit à la ville » (Lefebvre, 1968).
- 5 Nous proposons de déplacer la problématique en analysant non pas les supposés « nouveaux » mouvements sociaux, dont la nouveauté a été fortement relativisée (Frère, Jacquemain, *op. cit.*), mais les déplacements du mouvement social en réponse aux reconfigurations du capitalisme. Nous traiterons ici de cette vaste question à partir d'un observatoire et d'un bastion des « mouvements sociaux de la ville » (Bellanger, 2014) : le communisme municipal en banlieue rouge. Nous l'aborderons au prisme délibérément décalé de la patrimonialisation, en lien avec notre deuxième hypothèse.

Pour une analyse des conflits patrimoniaux contemporains comme conflits sociaux de la métropolisation

- 6 Nous proposons ici de lire certains conflits et mobilisations patrimoniaux contemporains non pas sur la base des typologies spécifiquement construites pour le champ patrimonial, telles que celle proposée par Patrice Melé (2005) qui distingue les conflits liés à l'appropriation du patrimoine, les conflits liés à la patrimonialisation (« lutter contre le vandalisme », « contraindre les propriétaires », « conflits entre acteurs ») et les conflits au sein des espaces patrimonialisés, mais comme une des déclinaisons des conflits de la métropolisation. Ces conflits passent non seulement par une opposition entre un scénario de « ville globale » et un scénario de « ville mondiale » (Ghorra-Gobin, 2007), cadre dans lequel on peut notamment interpréter les conflits autour de la verticalisation standardisée globalisée (Appert, 2008), mais aussi plus fondamentalement par une opposition sociale entre la ville « d'exception » de la nouvelle étape du capitalisme et la « ville ordinaire » appropriée par ses habitants (Halbert, 2010). Les résistances à la gentrification coproduite par la patrimonialisation et la mise en tourisme (Giroud, 2007) ou aux destructions de patrimoine industriel, que ce soit à Barcelone (Ter Minassian, 2012 ; Ballester, 2013), Givors (Zanetti, 2018) ou Saint-Etienne (Zanetti, 2010), témoignent de mobilisations à la fois sociales et patrimoniales indissociables d'une appropriation territoriale.

Pour une approche non consensuelle de la territorialisation du et par le patrimoine

- 7 Ce positionnement s'articule à une troisième hypothèse de recherche, visant à déconstruire le consensus autour de la territorialisation du patrimoine et à resituer ce processus dans ses enjeux politiques, économiques et sociaux.
- 8 Rappelons tout d'abord que les relations structurelles entre la patrimonialisation et la territorialisation (di Meo, 1994) ont historiquement eu pour fonction de coproduire une territorialisation nationale. Sur le plan politique, cette *territorialisation par le patrimoine* a servi un projet révolutionnaire, au sein du paradigme patrimonial inauguré par la Révolution française, dans lequel la patrimonialisation vise à rendre au peuple les vestiges de l'Ancien Régime et des ordres anciennement dominants susceptibles de lui être utiles. Puis au sein du paradigme des monuments historiques, les biens patrimonialisés et leurs destinataires ont le plus souvent émané des catégories sociales les plus favorisées.
- 9 Le processus ultérieur d'extension multiforme (Choay, 1992) de la notion de patrimoine, ou plus profondément de changement de paradigme patrimonial avec le passage d'une logique de l'*unicum* à une logique de l'*typicum* (Heinich, 2014) voire du *totum* (Navarro, 2015), a produit une *territorialisation du patrimoine*, au sens d'une patrimonialisation croissante de territoires et non plus seulement d'objets ou de bâtiments. Cette tendance bien documentée nécessite d'être resituée dans ses enjeux sociaux et politiques. Dans la nouvelle étape de mondialisation, nous proposons en effet de distinguer trois grands types de relations entre territorialisation et patrimonialisation :
 - Une approche « patrimoniale » caractérisée par la mondialisation du et par le patrimoine (Gravari-Barbas, 2012). Cette approche souvent néo-libérale patrimonialise le territoire suivant des standards globaux pour construire des « avantages différenciatifs » dans la supposée « compétition mondialisée des territoires », comme en témoigne la tendance à l'instrumentalisation de l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial comme labellisation. Cette politique visant à insérer par la patrimonialisation les territoires dans des flux touristiques et/ou entrepreneuriaux globalisés produit à la fois une territorialisation et une déterritorialisation patrimoniale et se révèle très sélective socialement.
 - Une approche qui patrimonialise le territoire pour (re)créer des ancrages territoriaux (Auduc, 2012), à d'autres échelles que nationales, notamment à l'échelle régionale ou locale, dans les territoires périphériques de la nouvelle étape de mondialisation, en particulier pour remédier à la crise « post-industrielle ». L'ancien bassin minier du Nord Pas de Calais, inscrit comme paysage culturel évolutif sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité depuis 2012, date de l'ouverture du Louvre Lens, en constitue un cas d'école. Cette approche présente une éminente ambiguïté politique, entre tentative de « compensation patrimoniale » pour les laissés pour compte de la nouvelle étape du capitalisme et essai de (ré)insertion dans les réseaux du capitalisme mondialisé et prétendument « créatif ». Les effets de cette territorialisation par le patrimoine méritent d'être interrogés, au même titre que la croyance dans les effets régénérateurs des musées inscrite dans « l'idéologie de la régénération d'un territoire en crise par la culture » (Grelet, Vivant, 2014).
 - Le régime de la patrimonialisation par appropriation territoriale. L'usage sociologique du concept d'*appropriation* défini comme « intériorisation des savoirs et des savoir-faire » remonte à Marx, la dimension collective de la notion ayant été portée par H. Lefebvre et P.-H. Chombart de Lauwe, « le premier ayant fait de cette notion le "socle d'un droit à la ville" et le second ayant mis en exergue "les rapports de dominance, liés à la conquête et à la défense de la propriété de l'espace urbain" » (Segaud, Brun, Driant, 2002, cités par Veschambre, 2005). Dans le champ patrimonial, le concept de patrimonialisation par appropriation (Rautenberg, 2003) a été initialement proposé dans une perspective ethnologique, par opposition à la patrimonialisation par désignation, et renvoie historiquement au patrimoine immatériel des savoir-faire, transmis par des milieux de mémoire, indépendamment de toute chaîne patrimoniale institutionnelle. En croisant ce concept avec les apports de la géographie sociale du patrimoine qui met en évidence les enjeux d'appropriation de l'espace associés à la



patrimonialisation (Veschambre, 2008), nous aboutissons à la notion de patrimonialisation par appropriation d'un territoire. Au sein de ce régime patrimonial, le territoire approprié par ses habitants et/ou ses travailleurs fait patrimoine, afin de transmettre un mode de vie, un modèle social.

- 10 Nous nous proposons d'illustrer ces hypothèses théoriques sur le terrain de la Seine-Saint-Denis, département historiquement emblématique de l'ancrage territorial du PCF (Lazar, 1992), plus précisément sur le terrain de Saint-Denis et de Plaine Commune, intercommunalité créée au début des années 2000 regroupant aujourd'hui 9 communes de banlieue nord¹, marquées par le communisme municipal². Ce contexte constitue un observatoire privilégié dans la mesure où il articule deux mobilisations qui ont commencé à interférer après la Seconde Guerre mondiale : la mobilisation patrimoniale et la territorialisation du mouvement ouvrier. L'étude se fonde sur le dépouillement des fonds consacrés au patrimoine, au tourisme, à la culture et à l'urbanisme aux archives municipales de Saint-Denis et sur des entretiens semi-directifs avec les acteurs locaux de la patrimonialisation.

La reconfiguration historique des relations entre mobilisations, patrimonialisation et territorialisation en banlieue parisienne

- 11 Historiquement, en banlieue parisienne, le lien fort entre mobilisation et territorialisation est disjoint de la question patrimoniale. Pourtant, le terrain de Saint-Denis et des communes environnantes se révèle particulièrement probant pour analyser leur articulation. En effet, Saint-Denis constitue un des hauts lieux de l'invention de la patrimonialisation moderne, révolutionnaire, qui vise à rendre au peuple les vestiges pouvant servir à son éducation : Alexandre Lenoir obtient le 5 novembre 1794 le transfert des statues de la nécropole royale vers le dépôt des Petits-Augustins, point de départ du Musée des Monuments français (Leniaud, 1996 ; Poulot, 1997).

La banlieue rouge, haut lieu de territorialisation du mouvement ouvrier au patrimoine longtemps extraterritorialisé

- 12 Au sein du régime d'urbanisation industriel (da Cunha, Both, 2004), Saint-Denis devient par ailleurs un observatoire emblématique du lien historique entre ancrage territorial et mobilisations : bastion précoce du socialisme/communisme municipal (Brunet, 1980), la commune devient après la Seconde Guerre mondiale un exemple archétypique du système politique, social et culturel de la banlieue rouge, système dans lequel les mouvements sociaux se sont territorialisés en réponse à la ségrégation de la ville industrielle et auquel les habitants s'identifient sur la base d'un ancrage à la fois de classe et territorial, qui a pu être qualifié de « patriotisme de clocher à base de classe » (Fourcaut, 1986). La territorialisation du mouvement social a donc en banlieue rouge proposé une territorialisation fondée sur la mobilisation, remédiant au difficile ancrage territorial structurel en banlieue populaire, où les populations sont issues de circulations intenses, de brassages plus ou moins récents, de l'exode rural, des migrations internationales ou de trajectoires résidentielles complexes.
- 13 La patrimonialisation semble longtemps étrangère à ce territoire de banlieue populaire : la patrimonialisation par désignation institutionnelle est très limitée, tandis que « le processus de territorialisation ne passe pas dans un premier temps par le biais du patrimoine », les « références patrimoniales du groupe » pouvant « faire appel à d'autres territoires, ou être dénuées de support territorial » (Gravari-Barbas, 1995), mais est associée aux mobilisations politiques.
- 14 Sur l'actuel territoire de Plaine Commune, la patrimonialisation par désignation se limite longtemps à la basilique, monument historique depuis 1862, au musée municipal de Saint-Denis ouvert en 1900 et aux fouilles archéologiques menées en 1901 par la commission du musée de Saint-Denis sur les conseils de la Commission du Vieux Paris. Un syndicat d'initiatives est créé à Saint-Denis en juillet 1936 pour préparer l'Exposition universelle qui se tient en 1937 à Paris. Il s'agit donc d'une projection périphérique du régime du patrimoine national, largement disjointe de la territorialisation de la population ouvrière. Cependant, après la Seconde Guerre mondiale, le syndicat d'initiatives développe activement un tourisme d'éducation populaire. En outre, la basilique Saint-Denis, principal patrimoine reconnu et visité dans la banlieue nord de l'époque, est appropriée par la municipalité communiste, qui mène des conflits récurrents contre l'Etat pour obtenir son entretien puis sa restauration, ainsi que celui de ses grandes orgues Cavaillé-Coll³ : ce patrimoine situé en banlieue populaire, dans un centre-ville présentant « l'insoutenable misère de son habitat populaire face au rayonnement de la Basilique des Rois »⁴ selon les monuments historiques, sur le territoire d'adversaires politiques, n'est pas considéré par l'Etat comme une priorité. Cette situation change au début des années 1970, avec la création de la ZAC Basilique qui fait entrer le projet municipal de rénovation du centre-ville en 1972 dans sa phase opérationnelle (Bacqué, Fol, 1997) et, en relation dialectique avec ce projet, la rénovation de la basilique entre 1973 et 1983 par le Ministère des Affaires Culturelles, avec participation à hauteur de 20 % de la municipalité.

La définition d'une politique patrimoniale au tournant des années 1980, prolongement des politiques culturelles du communisme municipal et réponse à la déterritorialisation de l'industrie

- 15 Cependant, le territoire est confronté à la nouvelle étape du capitalisme, dont les logiques de déterritorialisation mondialisée de l'industrie tendent à défaire l'association historique entre mobilisations et ancrage territorial. Une première phase de remise en cause commence avec la décentralisation industrielle lancée dans les années 1950 pour culminer dans les années 1970 avec la nouvelle division internationale du travail. La désindustrialisation entraîne des mutations du prolétariat, la précarisation du salariat, le passage de la ségrégation associée à la ségrégation dissociée (Beckouche, Damette, 1993). Couplée à la remise en cause nationale du modèle généraliste du logement social (Desjardins, 2008), elle déstabilise le système territorial de la banlieue rouge, qui répond en associant mobilisations sociales et patrimoniales.
- 16 La territorialisation du patrimoine en banlieue rouge naît en réponse à la déterritorialisation globalisée de l'industrie. L'actuel territoire de Plaine Commune connaît dans les années 1970 d'importants mouvements sociaux contre les restructurations industrielles, associant ouvriers et élus locaux (Furio, 2004 ; Fourcaut, 2007). En 1980, le maire-adjoint à la culture et/ou à l'urbanisme de Saint-Denis Maurice Soucheyre (1929-2006) rédige un texte programmatique « Pour une politique du patrimoine » qui associe la défense du patrimoine vivant de l'emploi industriel et du patrimoine bâti, conçue comme composante de la lutte des classes. Un groupe de travail Patrimoine regroupe responsables de la culture et de l'urbanisme, inventorie les urgences patrimoniales, recherche l'intégration du patrimoine dans l'urbanisme. Une définition précocement élargie de la notion de patrimoine correspond sur le territoire à « un mélange de constructions liées à l'industrialisation de la période 1860-1910 et à l'aménagement urbain de la seconde moitié de ce siècle éclairé par quelques bâtiments plus anciens et plus "prestigieux" »⁵. La Courneuve se dote dès 1986 d'un document d'urbanisme sensible au patrimoine industriel, sous l'influence d'un élu sensibilisé et soucieux d'éviter la spéculation.
- 17 Cette mobilisation s'articule à une politique de patrimonialisation alternative, qui s'inscrit dans les politiques culturelles du « deuxième âge du communisme municipal » (Devaine, 2017). Dès le début des années 1980, Maurice Soucheyre, instigateur de la carte culturelle du 93 en tant que conseiller général, définit une ambitieuse politique patrimoniale municipale : Saint-Denis se dote en 1981 d'un musée d'art et d'histoire et en 1982 d'une unité d'archéologie, qui développe des projets militants ouverts sur le territoire de banlieue, notamment le projet « archéologie et citoyenneté ».



- 18 La mobilisation patrimoniale de la banlieue rouge naît également en lien avec un changement de paradigme patrimonial (Micoud *in* Delarge, 2011) et la diffusion de la nouvelle muséologie, critique vis-à-vis du musée élitiste et initialement inscrite « dans la tradition des luttes d'émancipation des populations » (Desvallées, Mairesse, 2011, p. 368) de territoires ruraux ou industriels. La municipalité communiste de la Courneuve crée en 1983 dans une ancienne maison de cultivateurs le musée des cultures légumières, riche d'une importante collection d'outils agricoles, qui s'oriente ensuite vers la valorisation du patrimoine industriel, du patrimoine de l'immigration, notamment italienne, et du patrimoine de banlieue⁶.
- 19 Au total, au début des années 1980 débute une mobilisation patrimoniale territorialisée, réponse de la banlieue rouge aux mutations territoriales induites par la nouvelle division internationale du travail qui se prolonge à l'heure actuelle. Les Archives départementales de Seine-Saint-Denis publient entre 1995 et 2010 « Mémoire d'usines, mémoires ouvrières ». *L'Association pour l'Histoire et la Mémoire ouvrière en Seine-Saint-Denis* créée en 1998 réalise le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Maitron, et développe des recherches sur l'histoire sociale, notamment départementale⁷. Héritière de la nouvelle muséologie, l'association des Neufs de Transilie, dont l'écomusée de la Courneuve est membre, met depuis 2003 en réseau des musées ancrés « dans une réalité géographique et sociale spécifique : la banlieue et la grande banlieue » et développe « des thèmes qui entrent en résonance avec l'expérience de vie des populations locales »⁸.
- 20 La seconde phase de remise en cause de l'association entre ancrage territorial et mobilisations caractéristique de la banlieue rouge, débute dans les années 1990 et correspond à la métropolisation. La nouvelle étape du capitalisme transforme ce territoire de banlieue populaire, qui devient un « espace ciseau (Albecker, 2014) tendu entre une marginalisation sociale liée à la désindustrialisation (le taux de pauvreté se monte à Plaine Commune selon l'INSEE (2016) à 35,4 % et le taux de chômage à 22,3 %) et une intégration économique, associée à la reconquête métropolitaine des friches industrielles (Lebeau, 2007 ; Albecker, 2015). Sur le plan politique, la banlieue rouge est confrontée à l'insertion depuis le 1^{er} janvier 2016 dans la métropole du Grand Paris, dont Plaine Commune constitue le 6^e territoire. Ces mutations conduisent certains historiens à juger dépassée la notion de banlieue, en tant que système territorial du régime d'urbanisation industriel (Fourcaut, 2000).
- 21 Face à cette remise en cause métropolitaine, la banlieue rouge présente différentes formes de résistances, qui passent par des mobilisations patrimoniales et une territorialisation du patrimoine, et proposent des alternatives à un Grand Paris néo-libéral. Sur le territoire de Plaine Commune, au moins deux grands types de réponses sont proposées : la réponse intercommunale des communistes « réformateurs » et des expériences de patrimonialisation par appropriation territoriale. Le département, communiste jusqu'en 2008, joue également un rôle notable dans l'invention et la valorisation d'un patrimoine territorialisé typique de la banlieue⁹.

La réponse intercommunale aux reconfigurations métropolitaines de la banlieue rouge : le « patrimoine de banlieue » des communistes « réformateurs » de Plaine Commune

- 22 L'émergence d'une patrimonialisation non seulement en banlieue, mais de banlieue (Jacquot, Fagnoni, Gravari-Barbas, 2013), revendiquant l'identité territoriale de banlieue, visant à inverser le stigmate lié à l'imaginaire territorial de la banlieue en France et à favoriser l'attachement au territoire de banlieue, constitue la réponse patrimoniale des communistes « réformateurs » à la « crise des banlieues ». Cette rupture avec la situation traditionnelle en banlieue de « patrimoine exterritorialisé » (Gravari-Barbas, art. cit.) nécessite d'être resituée dans les évolutions du communisme municipal.
- 23 Au début des années 1990, Patrick Braouezec, nouveau maire communiste « réformateur » de Saint-Denis, impulse un tournant de la reconversion post-industrielle, en rupture avec les politiques communistes « orthodoxes » de l'ancien maire Marcelin Berthelot. Ce tournant politique privilégie dans un premier temps la destruction/reconstruction des friches industrielles, comme le symbolise le Stade de France érigé sur la table rase des anciens gazomètres, mais conduit bientôt à une patrimonialisation du territoire et à une nouvelle orientation de la politique patrimoniale, caractérisée par :
- Un certain souci du patrimoine industriel et/ou de la mémoire ouvrière mais dans un cadre post- ou hyper-industriel accepté (contrairement au positionnement des communistes « orthodoxes ») ;
 - Une politique touristique volontariste ;
 - Une hybridation des politiques sociales et patrimoniales ;
 - Un objectif de (re)territorialisation par le patrimoine, visant à recréer l'ancrage territorial de banlieue menacé par la métropolisation.

Mobilisations institutionnelles ou para-institutionnelles en faveur du patrimoine industriel et/ou de la mémoire ouvrière

- 24 Des mobilisations pour la mémoire ouvrière émergent à partir de la fin des années 1990 en réaction au projet du grand Stade. La municipalité de Saint-Denis crée en 1998 un parc historique de la basilique au stade de France. Deux ans plus tôt, l'association *Mémoire vivante de la Plaine*, proche des élus de Plaine Commune, commence à retracer l'histoire du territoire qui a abrité la plus vaste zone industrielle d'Europe lors de l'entre-deux-guerres et à y sensibiliser les habitants, en renouvellement depuis l'an 2000 sous l'effet des réaménagements post-industriels. Elle collecte photographies et témoignages, organise des balades urbaines. Elle tente d'infléchir la coalition de croissance intercommunale en faveur de la mémoire de l'industrie et du patrimoine industriel. Les conflits ouverts sont aujourd'hui rares sur le territoire de Plaine Commune au sujet du patrimoine industriel : à l'expression de « mobilisation », un des représentants de l'association préfère la qualification imagée d'« infusion » et évoque de « micro batailles »¹⁰.
- 25 Les institutions patrimoniales locales se sont également impliquées dans des mobilisations patrimoniales, en particulier pour sauver l'usine Christofle de Saint-Denis de la déterritorialisation globalisée. L'usine du fameux orfèvre à l'architecture monumentale, ouverte en 1877, bénéficie d'une démarche de patrimonialisation à partir des années 1990. L'entreprise propose un projet de valorisation des savoir-faire soutenu par les pouvoirs locaux et est intégrée au parcours historique de 1998. Le CDT 93 y organise des visites. Ce projet « garantissait le maintien à Saint-Denis d'une part de l'activité de l'orfèvre et assurait la préservation de l'usine », mais il échoue en 2002. « Quatre ans plus tard, l'entreprise annonce le transfert des derniers artisans dionysiens sur les sites parisien et normand ainsi que la vente de l'usine » (Furio, 2008). Le musée ferme après les Journées du Patrimoine 2008. L'ancien directeur de l'Unité d'archéologie de Saint-Denis, devenu directeur du service Patrimoine du Conseil Général, sauve *in extremis* en 2007 de la décharge des matrices des couverts et mobilise le maire, l'association Franciade et les archives départementales, ce qui permet l'achat et l'inventaire d'urgence des matrices. Malgré l'opposition de l'entreprise, l'usine Christofle est inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques en 2007.
- 26 Alors que la politique patrimoniale de Maurice Souchevre associait défense de l'emploi industriel et du patrimoine industriel, la politique des communistes « réformateurs » promeut le réemploi des friches industrielles par l'économie métropolitaine, associé à un certain souci du patrimoine industriel et/ou de la mémoire ouvrière, et de l'emploi des habitants sur le territoire¹¹. L'ambiguïté politique de leur rapport au patrimoine industriel, entre conception « créative » et conception militante, traverse de grands projets métropolitains présentés comme exemplaires sur le plan de la préservation du patrimoine industriel, tel le réemploi en cours du site Babcock de La Courneuve.



La fabrique touristique du patrimoine de banlieue

- 27 La seconde caractéristique de la politique patrimoniale des communistes « réformateurs » réside dans son articulation à une politique touristique volontariste pionnière en petite couronne de banlieue. La municipalité de Saint-Denis en quête de nouvelles filières de développement dans un contexte de désindustrialisation relance en 1992 le Syndicat d'Initiatives ; un livre blanc sur le tourisme sort en 1993 ; la basilique est inscrite sur la liste indicative française du Patrimoine mondial en 1996.
- 28 Cette politique patrimoniale qui réagit à la déterritorialisation globalisée se déploie à partir du début des années 2000 à l'échelle intercommunale : Plaine Commune se dote en 2002 de la compétence « actions touristiques » puis élabore un schéma touristique. La muséification de l'espace urbain de banlieue se diffuse dans l'ensemble de l'intercommunalité, avec l'installation récente d'une signalétique patrimoniale, en partie conçue avec la participation des habitants. Le SCOT de Plaine Commune approuvé en 2006 et révisé en 2009, dont le diagnostic considère que « les richesses patrimoniales sont (...) peu visibles, et mal valorisées »¹², mentionne comme orientation générale « Organiser le territoire sur son identité de banlieue populaire ».
- 29 Cette réorientation de la politique patrimoniale s'inscrit dans le cadre de l'utilisation par les communistes « réformateurs » de la construction intercommunale comme levier pour mener une politique différente de l'orientation nationale du PCF et du courant « orthodoxe » (Pontier, 2001).

La cité-jardin de Stains, fleuron de la politique patrimoniale de Plaine Commune

- 30 La cité-jardin de Stains constitue le fleuron de la politique patrimoniale des communistes « réformateurs », caractérisée par l'hybridation des politiques patrimoniales et touristiques aux politiques sociales et culturelles et par la conception d'une patrimonialisation au service de la territorialisation.
- 31 La patrimonialisation de ce quartier populaire, construit sur 28 ha sur l'emplacement de l'ancien château par les HBM du département de la Seine par les architectes E. Gonnot et G. Albenque entre 1921 et 1933, bastion communiste dans une municipalité communiste, émane surtout, bien que le site soit inscrit depuis 1976, d'une politique volontariste des institutions locales, issue initialement de la politique de la ville. Plaine Commune a nommé dans la cité-jardin au début des années 2000 une chargée de mission tourisme et ouvert en 2008 un centre d'interprétation, *Mémoires de cité-jardin*. L'intercommunalité y développe des visites à dimension participative (Jacquot, 2015) dont l'un des objectifs consiste à améliorer la vie sociale locale, comme l'illustrent les visites soupes ou les visites apéros. La rénovation urbaine respectueuse du patrimoine de la cité-jardin, menée sous le contrôle de l'ABF dans le cadre d'un contrat passé avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine en 2006, a visé à améliorer la vie de quartier. En lien avec la mobilisation d'un collectif d'habitants, les cœurs d'îlots ont été réaménagés. Les deux plus grands ont accueilli des infrastructures sportives et ludiques pour les enfants et des prairies fleuries, propices à l'organisation d'initiatives collectives. Les autres ont été transformés en jardins familiaux partagés.

Figure n° 1 : La valorisation patrimoniale et touristique de la cité-jardin de Stains par Plaine Commune



1 Le local Mémoires de cité-jardin



2 Signalétique patrimoniale

Patrimonialisation du territoire et reterritorialisation par le patrimoine en banlieue



Essor des mobilisations culturelles et urbaines qui patrimonialisent le territoire de banlieue et affichent une identité de banlieue

- 32 Depuis le début des années 2000, la Seine-Saint-Denis voit en outre se multiplier les initiatives à la fois institutionnelles et associatives en faveur d'une patrimonialisation du territoire de banlieue en tant que tel, qui émanent d'une convergence forte voire d'hybridations entre les institutions communistes locales et le militantisme associatif, issues des interactions forgées au sein du système territorial de la banlieue rouge.
- 33 Leur point de départ est l'exposition « Douce banlieue » inaugurée à Saint-Denis en avril 2004, rendant hommage à la mémoire ouvrière (Mordillat, Jacquet, 2005). La directrice des Archives municipales à l'origine du projet souligne : « nous souhaitons, au-delà des ruptures, rétablir un fil conducteur historique sur lequel puisse s'appuyer l'identité du territoire. (...) Nous souhaitons également faire réfléchir la population sur les représentations de la banlieue, vue de l'intérieur et de l'extérieur » (Jacquet, 2004, p. 40). Découlent de cette initiative une création multimédia pour la jeunesse, « Copains de banlieue », et les visites touristiques « Douce banlieue » organisées par le Comité Départemental du Tourisme du 93, créé en 1998, qui depuis 2012 s'est doté d'une référente Patrimoine et promeut une vision élargie du patrimoine, matériel et immatériel. Ces visites, qui attirent près de 6000 visiteurs, à raison de 180 visites par an (Jolé, 2012), proposent de faire connaître un patrimoine « surprenant, parfois insolite, souvent méconnu » et « rencontrer les gens d'ici », « qui donnent chair à ce territoire méconnu, souvent dénié cette banlieue dure à vivre et douce au cœur »³³.
- 34 Le Comité Départemental du Tourisme organise également depuis novembre 2000 les expositions et depuis juillet 2001 les visites d'entreprises *Et voilà le travail*, sous l'égide d'un proche de l'actuel président de Plaine Commune. Les expositions *Et voilà le travail* articulaient hommage à la mémoire ouvrière, au patrimoine immatériel des savoir-faire ouvriers et mobilisation pour l'emploi (avec le Forum de l'Emploi et les Rencontres de l'Alternance et de l'Apprentissage). Le Parti Socialiste les a supprimées au moment de la conquête du département au nom de leur « ouvriérisme » supposé. Les visites d'entreprises éponymes, qui traitent à la fois des innovations et de la mémoire industrielle, se poursuivent toutefois (plus de 130 entreprises offrent plus de 500 visites par an sur le département), mais concernent moins d'industries.
- 35 Des initiatives associatives très proches de l'institution intercommunale³⁴ participent de la même dynamique. Ainsi, l'association *Accueil Banlieues* fondée en 2011 loge chez l'habitant³⁵ à prix modiques des visiteurs (travailleurs, spectateurs de matchs au Stade de France ou touristes désireux de nouer des contacts avec la population) et leur fait découvrir les richesses du territoire de banlieue. En 2014, un étudiant en tourisme a réalisé en collaboration avec le CDT 93 un voyage dans le département intitulé « Mon incroyable 93 ». Reprenant les codes du tourisme international, logé par *Accueil Banlieues*, il a montré dans les médias une autre image de la Seine-Saint-Denis.
- 36 Ce foisonnement d'initiatives forme système avec différentes manifestations culturelles affichant une identité de banlieue sur le territoire, en particulier le festival de jazz Banlieues bleues, la manifestation Savante Banlieue et le festival Cinébanlieue, organisé par le cinéma L'Écran à Saint-Denis depuis 2006, pour « prouver que la représentation de la banlieue et de ses habitants ne se résume pas à ce que les médias veulent bien montrer »³⁶.
- 37 Il s'inscrit également dans une mise en réseau patrimoniale et/ou militante. Ainsi, l'ancienne chargée de mission tourisme de la cité-jardin de Stains puis animatrice du patrimoine de Plaine Commune a poursuivi l'engagement qu'elle avait d'abord mené auprès des militants de la friche artistique de la Villa Mai d'Ici à Aubervilliers. La cité-jardin de Stains a joué un rôle moteur dans la mise en réseau des cités-jardins d'Ile de France, constituées en association depuis l'automne 2015, et développant un réseau national voire international. *Accueil Banlieues* s'inscrit dans les logiques et les réseaux nationaux voire internationaux de l'éducation populaire et du tourisme solidaire.

La reterritorialisation comme effet escompté de la mobilisation en faveur du patrimoine de banlieue de Plaine Commune : une mobilisation patrimoniale compensatoire et/ou subversive dans la métropolisation ?

- 38 La recréation d'un ancrage territorial compromis par la métropolisation constitue un des objectifs affichés de la mobilisation patrimoniale locale. Le militantisme en faveur du patrimoine de banlieue réside dans un travail sur l'imaginaire territorial de la banlieue, à usage interne, en direction des habitants de la banlieue, de la métropole, et externe. Le message diffusé est, pour reprendre l'intitulé de la manifestation organisée à Saint-Denis pour le dixième anniversaire des émeutes de 2005 : « Ma banlieue n'est pas le problème, elle est la solution ». On notera à ce sujet que l'encadrement par le communisme municipal permet, notamment à Saint-Denis, où les émeutes urbaines, conséquence de la crise socio-économique, ont été limitées en 2005, de lutter contre la « désaffiliation des groupes les plus fragiles » (Bacqué, Bellanger, Rey, 2018, p. 12). Comme le souligne l'association *Accueil Banlieues*, « il y a un enjeu de fond dans ce qu'on fait, c'est modifier le regard sur la banlieue, sur les quartiers populaires » ; « L'enjeu, c'est de montrer une réalité plus complexe, plus subtile que les clichés que les gens peuvent avoir en tête »³⁷.

Figure n° 2 : Le patrimoine de banlieue, une mobilisation visant à inverser le stigmate associé à l'imaginaire territorial de la banlieue. Groupe touristique devant une fresque murale de la cité-jardin de Stains (juillet 2015)



On note le jeu avec l'imaginaire du « jeune de banlieue », dialoguant avec l'image de la cité-jardin dans l'entre-deux-guerres.

- 39 Cette mobilisation patrimoniale territorialisée de banlieue présente toutefois une ambiguïté politique : dans quelle mesure la mise en patrimoine volontariste de la banlieue populaire constitue-t-elle une rupture avec les politiques communistes classiques et/ou la continuation militante des politiques culturelles du communisme municipal dans un autre contexte et par d'autres moyens ? dans quelle mesure représente-t-elle une compensation face aux difficultés sociales de la banlieue populaire dans la métropolisation et/ou une subversion des logiques métropolitaines dominantes ?
- 40 L'action symbolique menée présente une certaine dimension subversive : la patrimonialisation de banlieue vise à transmettre les utopies urbaines du régime d'urbanisation industriel, porteuses d'une contestation politique. La patrimonialisation de la cité-jardin de Stains fait vivre le modèle généraliste du logement social, réactualise l'utopie du socialiste anglais Ebenezer Howard et la politique du logement social menée par le socialisme municipal de l'entre-deux-guerres, comme l'illustre l'exposition « La cité-jardin d'Henri Sellier / voyage en utopie réalisée », projet artistique mené dans les cités-jardins du Pré Saint Gervais et de Stains



dans le cadre du Printemps des cités-jardins d'Ile de France 2014. La chargée de mission tourisme de la cité-jardin défend « un modèle social ».

41 Les effets sociaux et territoriaux de cette mobilisation patrimoniale de banlieue, vraisemblablement inégaux, restent par ailleurs difficiles à évaluer, seule la fréquentation « touristique » étant directement accessible, et relevant d'une fréquentation de niche¹⁸. La cité-jardin de Stains constitue un quartier populaire connaissant une trajectoire plus favorable que d'autres dans la métropolisation. Cette centralité locale suscite un attachement de la population, qui se perpétue en partie par la transmission intergénérationnelle du logement (très rare en logement social). Au départ, la tension entre patrimonialisation et pauvreté suscite quelques réactions d'hostilité : « nous, on n'est pas dans une réserve indienne, qu'est-ce que vous venez voir ? C'est ça c'est les pauvres que vous venez voir ? »¹⁹. Puis le travail d'insertion dans la vie de quartier de la chargée de mission tourisme permet la participation habitante au projet institutionnel. Une partie des résidents, notamment des scolaires et des retraités, participe régulièrement aux manifestations culturelles, ce qui transforme leur rapport à leur territoire. La territorialisation du patrimoine dans des interstices métropolitains (la cité-jardin de Stains compte 1640 logements pour 3000 habitants) qui correspondent à des bastions politiques peut faire figure d'alternative micropolitique, au sens de Foucault et Deleuze, aux logiques métropolitaines dominantes.

42 Cependant, ce type de mobilisation présente structurellement un double risque : le risque d'une portée très limitée et le risque d'une récupération par les logiques dominantes de la patrimonialisation et de la métropolisation parisienne, que ce soit au sein du contrat de destination touristique « Paris ville augmentée » ou du Contrat de développement Territorial 2014-2030 du « Territoire de la culture et de la création » du Grand Paris, dont le label Ville et Pays d'Art et d'Histoire obtenu fin 2013 par l'intercommunalité est conçu comme le volet patrimonial. Notons cependant que Plaine Commune a rejeté l'intitulé « cluster » du Grand Paris, jugé trop entrepreneurial et standardisé, au profit de l'appellation de « territoire » (Lebeau, 2014). Au total, l'action intercommunale semble plus proposer un infléchissement social et patrimonial de la métropolisation dominante qu'une remise en cause frontale.

La patrimonialisation par appropriation territoriale en banlieue rouge : des mobilisations promouvant une autre conception de la ville

43 Parallèlement à la politique patrimoniale menée par les communistes « réformateurs » se manifestent sur le terrain de banlieue rouge des expériences de patrimonialisation par appropriation territoriale (qui entretiennent des relations complexes et variables, entre coopération et contestation, à la politique intercommunale). Ces mobilisations, en marge de la patrimonialisation par désignation institutionnelle, s'inscrivent dans un autre régime patrimonial. Elles promeuvent de nouvelles typologies patrimoniales liées aux spécificités territoriales de la banlieue populaire, et une nouvelle conception résolument déhiérarchisée de ce qui fait patrimoine et territoire, perpétuent un mode de vie spécifique.

Mobilisations patrimoniales pour l'appropriation du bâti industriel

44 La banlieue rouge est le théâtre de mobilisations patrimoniales qui réagissent à la reconquête métropolitaine des friches industrielles, qui succède après un temps de veille à la déterritorialisation mondialisée de l'industrie et s'effectue sous forme de destruction/reconstruction ou de réemploi entrepreneurial.

45 Nous proposons pour cerner ces mobilisations, en dépassant l'approche des politiques alter-métropolitaines (Béal, Rousseau, 2014) au profit d'une analyse de la patrimonialisation par appropriation territoriale, d'identifier quatre critères :

- En opposition au patrimoine industriel entrepreneurial, elles sont soucieuses de la mémoire ouvrière ;
- En opposition à l'extraterritorialité des réemplois entrepreneuriaux, elles sont ancrées dans le contexte local ;
- En opposition aux logiques financières des réemplois entrepreneuriaux, elles supposent une maîtrise publique ou collective du foncier, la patrimonialisation de l'industrie posant la question fondamentale de la régulation de la spéculation immobilière ;
- En opposition aux préoccupations de « compétitivité » des réemplois entrepreneuriaux, elles sont à destination non pas des entreprises et/ou des catégories sociales les plus favorisées, mais de tous les habitants.

46 Il est possible de prendre pour exemple, sur le territoire de Plaine Commune, la sauvegarde de l'usine Mecano de la Courneuve, sauvée *in extremis* de la destruction pour être transformée en médiathèque intercommunale, ou de la gare de la Plaine à Saint-Denis. La patrimonialisation du bâtiment datant de 1913, qui avait été réutilisé provisoirement pour le championnat du monde d'athlétisme en 2003, mais avait aussi souffert de squats, est issue d'une mobilisation des associations *Mémoire vivante de la Plaine et Plaine de femmes*. Les associations se sont mobilisées dans la durée pour convaincre la SNCF, propriétaire du bâtiment, de transformer l'ancienne gare en maison des associations. Depuis décembre 2015, elle organise des animations socio-culturelles, dont des expositions sur l'histoire du quartier.

47 Les « cathédrales SNCF » de Saint-Denis, monumentaux ateliers de réparation ferroviaire construits dans les années 1870, fermés en 1998, ont été sauvées par l'association Mémoire vivante de la Plaine, qui a fait connaître le site en y organisant des balades urbaines, en créant en octobre 2008 une association partenaire spécifiquement dédiée, « les cathédrales du rail », et en obtenant son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 2004. Cette mobilisation patrimoniale a évité la destruction d'un site patrimonial de la Plaine Saint-Denis et permis une collecte de témoignages d'anciens ouvriers, mais ne suffit pas à la sauvegarde du site qui se détériore en l'absence d'occupation. Après un réemploi temporaire des « cathédrales du rail » en site artistique lancé en mai 2015, la SNCF immobilier, propriétaire des terrains, envisage, avec Plaine Commune, de réaménager tout le quartier, les résultats de l'appel à projets étant attendus pour décembre 2019. Les « cathédrales du rail » devraient ainsi être réemployées en partie par des équipements publics susceptibles de profiter à tous les habitants.

Figure 3 : Réemplois alternatifs de patrimoine industriel



1 La gare de la Plaine en cours de transformation en maison des associations (Saint-Denis, novembre 2015)





2 L'usine Mécano (La Courneuve) transformée en médiathèque communautaire

La patrimonialisation par appropriation du logement social

48 Mais la patrimonialisation par appropriation en résistance à la métropolisation se manifeste surtout sur le territoire dans le domaine du logement social. A rebours de l'imaginaire contemporain du logement social et notamment des grands ensembles comme logements standardisés en crise ne faisant pas territoire, « patrimoine encombrant en ce début de XXI^e siècle » (Veschambre, 2014), se développe un front pionnier de la patrimonialisation contemporaine (Pouvreau, 2011). L'attachement territorial au quartier de logement social y constitue le point de départ et/ou, selon les cas, d'aboutissement d'une patrimonialisation déhiérarchisée.

49 Un exemple emblématique en est fourni par le quartier de la Maladrerie, que le maire d'Aubervilliers Jack Ralite a fait construire et où il a habité jusqu'à sa mort fin 2017. Conçu sous la direction de Renée Gailhoustet, ce quartier propose un modèle à la fois architectural et social. Son architecture en étoile, avec ses appartements tous uniques aux formes originales, et ses terrasses plantées, reconnue depuis 2008 par le label Patrimoine XXI^e siècle et qui a retenu l'attention de l'association Docomomo²⁰, offre un logement social de qualité, alternatif aux grands ensembles standardisés.

50 Bastion communiste au sein d'une municipalité communiste (sans interruption de la livraison du quartier en 1985 à aujourd'hui, à l'exception d'une mandature socialiste de 2008 à 2014), ce quartier de 800 logements fait l'objet d'une mobilisation patrimoniale proactive du quotidien, visant à préserver et à transmettre conjointement le patrimoine bâti et le patrimoine immatériel du mode de vie du quartier, dont le symbole et l'élément le plus marquant sont les jardins. Les terrasses plantées sont conçues, dans la lignée des réflexions de Jean Renaudie, comme le point de départ d'un mode de socialisation (les échanges autour des plantations devant servir de point de départ aux échanges sociaux dans le quartier).

51 La patrimonialisation par appropriation du quartier est menée par une association, *Jardins à tous les étages*, fondée en 1995 par un cabinet d'architectes ayant participé à la conception et à la construction du quartier aux côtés de Renée Gailhoustet. Ses disciples défendent une architecture qui produit des « habitants frondeurs »²¹. L'association regroupe une cinquantaine d'habitants, présents depuis l'origine ou, pour une vingtaine, plus récemment arrivés, qui se mobilisent pour faire vivre le quartier et notamment pour entretenir les terrasses plantées. Elle entretient des relations de coopération avec la municipalité communiste d'Aubervilliers, mais des relations plus conflictuelles avec l'intercommunalité. Elle a rédigé en 2014 une charte visant à préserver l'entretien des terrasses plantées, organise régulièrement des ateliers de jardinage et a ouvert en 2016 un local pédagogique. Elle milite pour l'inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques du quartier.

52 La section PCF d'Aubervilliers et des syndicalistes de la CGT s'impliquent fortement dans la mise en valeur de ce grand ensemble original²². Les artistes, qui disposent d'ateliers dans le quartier et dont certains sont membres de *Jardins à tous les étages*, s'investissent également dans la vie de quartier, très riche sur le plan de l'activité associative et des équipements culturels. Leurs œuvres d'art et interventions dans les espaces publics traduisent et renforcent l'attachement territorial, en impliquant les habitants. L'exposition « Utopie/Maladrerie » a par exemple été montée au printemps 2019 au Centre d'Arts Plastiques d'Aubervilliers.

Figure 4 : la Maladrerie, archétype de la patrimonialisation par appropriation territoriale du logement social (juin 2019)



1 Un quartier de grand ensemble riche en équipements culturels et de quartier





2 Siège de l'association Jardins à tous les étages



3 Terrasses plantées appropriées par les habitants

- 53 Cette patrimonialisation par appropriation territoriale constitue également aujourd'hui le moteur de la mobilisation réactive contre la rénovation urbaine. *Jardins à tous les étages* est parvenu à limiter les effets de l'ANRU 1 au seul îlot Daquin. L'association a en outre obtenu d'infléchir la rénovation urbaine prévue à l'horizon 2028 qui débute actuellement dans le cadre de l'ANRU 2²³ et concerne également le quartier voisin Emile Dubois. Un diagnostic patrimonial a été réalisé par deux architectes sur demande du représentant départemental de l'ANRU en octobre 2016. De façon inédite, l'association a signé un protocole d'accord avec l'ANRU, les acteurs du logement et la collectivité locale pour protéger les terrasses jardins qu'il était initialement prévu de daller en partie, du fait des problèmes d'appropriation et/ou d'étanchéité que certaines posent. *Jardins à tous les étages* devient acteur de la réhabilitation du quartier et en infléchit la conception.
- 54 Une partie des habitants de la Maladrerie, les « convaincus » et les « adeptes », pour reprendre la typologie de Sabrina Bresson (2010), milite avec les « captifs » (la préfecture loge via le dispositif DALO à la Maladrerie) pour une appropriation collective du territoire local. Cette patrimonialisation par appropriation territoriale perpétue le mode de vie original et collectif du quartier en militant pour l'entretien des terrasses jardins (de l'ordre de la moitié étant actuellement soigneusement entretenues²⁴) et lutte indirectement contre les effets destructurants de la crise socio-économique qui frappe la Maladrerie, qui présente un taux de chômage de 25 % et où plus de 40 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté²⁵, ce qui entraîne des ateliers de mécanique sauvage, du trafic de drogue et des squatts.
- 55 La patrimonialisation de la Maladrerie fait vivre le modèle social de l'architecture renaudienne. La mobilisation se déploie à l'échelle locale, mais entretient des réseaux militants (par exemple avec l'association Metroauber en lutte contre les projets du Grand Paris Express). Ce type de mobilisation patrimoniale territorialisée et territorialisante est porteur d'un « partage du sensible » (Rancière, 2000) contestataire. L'appropriation du « patrimoine du pauvre » (Mengin, 1998) qu'elle réalise propose un total changement de paradigme par rapport à la logique dominante de rénovation urbaine en quête de remèdes spatiaux à des problèmes sociaux, caractérisée par son déterminisme architectural et son conservatisme social. JTE propose au contraire à la Maladrerie une défense et illustration du modèle généraliste du logement social de qualité pour le plus grand nombre.

Conclusion : Les mobilisations patrimoniales territorialisées, composante et observatoire des résistances et alternatives dionysiennes à la métropolisation

- 56 Face à la métropolisation, la reconfiguration des mobilisations en banlieue populaire rencontre le processus de territorialisation du patrimoine et par le patrimoine. Alors que les médias associent en général les banlieues à une « crise » socio-spatiale et que les politiques dominantes cherchent à recomposer des périphéries métropolitaines connectées au global, les bastions de la banlieue rouge luttent contre la destruction ou l'instrumentalisation « créative » de ce qui peut faire patrimoine sur le territoire, et proposent des patrimonialisations alternatives afin de transmettre un modèle social territorialisé.
- 57 On peut, à cet égard, se demander dans quelle mesure la territorialisation y constitue la cause et/ou la conséquence de la mobilisation patrimoniale. Plusieurs configurations se manifestent sur le territoire. L'ancrage territorial très fort d'une partie des habitants caractérise la Maladrerie à Aubervilliers et la cité-jardin de Stains, où l'amicale des locataires²⁶ a joué un rôle moteur dans la valorisation patrimoniale de la cité lancée à l'occasion de la réhabilitation du quartier. Il y est à la fois cause et conséquence de la mobilisation patrimoniale. En revanche, dans d'autres cas, comme à la cité Renaudie de Villeteuse construite entre 1976 et 1983, grand ensemble populaire où les associations et le militantisme sont peu développées mais où l'intercommunalité cherche à valoriser l'architecture et les jardins renaudiens, l'ancrage territorial des habitants se montre plus faible, et la territorialisation constitue plutôt un horizon d'attente de la politique patrimoniale.
- 58 Par-delà cette diversité locale, l'étude de cas permet de rompre avec une approche consensuelle des tendances croissantes à la territorialisation du et/ou par le patrimoine, pour s'interroger sur la portée politique et sociale, plus ou moins contestataire, des mobilisations patrimoniales dont la banlieue contemporaine est à la fois le théâtre et l'enjeu. A rebours de certaines banlieues, comme Boulogne Billancourt (Salin, 2015), où la patrimonialisation et la mise en tourisme en banlieue s'intègrent à une stratégie



métropolitaine de reconversion post-industrielle et de gentrification, le territoire de Plaine Commune est porteur de patrimonialisations et de territorialisations qui résistent à la métropolisation dominante. Ce cas mériterait d'être comparé à d'autres expériences de territorialisation du patrimoine valorisant l'ancrage banlieusard, par exemple à la Maison de la banlieue et de l'architecture d'Athis-Mons, ou à Gennevilliers, qui organise une exposition « Trésors de banlieues » en octobre-novembre 2019, ou le logement social, comme dans les quartiers Nord de Marseille (Hascoët, Lefort, 2015).

59 A Saint-Denis et dans les communes environnantes, la cartographie des mobilisations patrimoniales associées à un ancrage territorial de banlieue esquissée dégage deux grands types de réponses aux remises en cause métropolitaines : la réponse des communistes « réformateurs » et des expériences de patrimonialisation par appropriation territoriale. Des tensions mais aussi des interférences entre ces deux réponses qui relèvent d'un positionnement politique différent se manifestent au sein d'un foisonnement d'expériences patrimoniales plus ou moins alternatives. Pour les communistes « réformateurs » à la tête de l'intercommunalité de Plaine Commune, la promotion du patrimoine de banlieue constitue un levier pour infléchir dans un sens plus social et vers un urbanisme moins destructeur la métropolisation dominante du Grand Paris. Pour les collectifs qui s'approprient le bâti industriel ou le logement social, la patrimonialisation permet de transmettre le modèle social territorialisé de la banlieue rouge, de faire vivre le patrimoine populaire (Rautenberg, 2010) de la ville « ordinaire », échappant aux logiques de la « ville d'exception » (Halbert, *op. cit.*) financiarisée et concurrentielle, un patrimoine dont les producteurs comme les destinataires ne sont pas la supposée « classe créative » mais tous les habitants.

Bibliographie

ALBECKER, Marie-Fleur, 2014, *Recycler les premières couronnes des villes globales : politiques d'aménagement urbain et restructurations des banlieues industrielles de Paris et New York*, thèse de géographie de l'université Paris 1.

ALBECKER, M.-F., 2015, « La banlieue parisienne, périphérie réinvestie », *Urbanités*, 13 octobre 2015, <http://www.revue-urbanites.fr/banlieue-parisienne-peripherie-reinvestie/>

APPERT, M., 2008, « Ville globale versus ville patrimoniale ? Des tensions entre libéralisation de la skyline de Londres et préservation des vues historiques », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 48, n° 1-2.

AUDUC, A. (dir.), 2012, *Ces patrimoines qui font territoire*, Paris, Somogy.

BACQUE, M.-H., BELLANGER, E., REY, H. (dir.), 2018, *Banlieues populaires. Territoires, sociétés, politiques*, Paris, Editions de l'Aube.

BACQUE, M.-H., FOL, S., 1997, *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan.

BALLESTER, P., 2012, « Quartier d'artistes versus cluster numérique », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 17-18, URL : <http://journals.openedition.org/tem/2022> ; DOI : 10.4000/tem.2022
DOI : 10.4000/tem.2022

BEAL, V., ROUSSEAU, M., 2014, « Alterpolitiques ! », *Métropoles*, 15, URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/4948>

BECKOUCHE P., DAMETTE F., 1993, « Une grille d'analyse globale de l'emploi. Le partage géographique du travail », *Économie et statistique*, n° 270, p. 37-50.

BELLANGER, E., 2014, « Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville », Michel Pigenet éd., *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. La Découverte, p. 543-554.

BELLANGER, E., MISCHI, J. (dir.), 2013, *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin.

BRESSON, S., 2010, *Du plan au vécu. Analyse sociologique des expérimentations de Le Corbusier et de Jean Renaudie pour l'habitat social*, thèse de sociologie de l'université François Rabelais de Tours.

BRUNET, J.-P., 1980, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette.

CHOAY, F., 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil.

DA CUNHA, A., BOTH, J.-F., 2004, *Métropolisation, villes et agglomérations. Structures et dynamiques socio-démographiques des espaces urbains*, Neuchâtel, Office fédéral de la statistique.

DELARGE A. (dir.) *Le patrimoine de banlieue existe-t-il ?*, Actes de la journée d'étude organisée à l'Ecomusée de Bièvre le 2 février 2010, 2011.

DESJARDINS, X., 2008, « Le logement social au temps du néolibéralisme », *Métropoles*, 4, URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/3022>
DOI : 10.4000/metropoles.3022

DESVALLEES A., MAIRESSE F. (dir.), 2011, *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Paris, Armand Colin.

DEVAINE, L., 2017, « Genèse des théâtres de banlieue rouge et paradoxes du communisme municipal. Le cas de Malakoff, le tournant des années 1960-1970 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 133, no. 1, p. 55-69.

DI MEO, G., 1994, « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, vol. 78, no. 4, p. 15-34.

FOURCAUT, A., 1986, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éd. ouvrières/Presses de Sciences Po.

FOURCAUT, A., 2000, « Pour en finir avec la banlieue », *Géocarrefour*, Volume 75, Numéro 2, p. 101-105.

FOURCAUT, A., 2002, « De la classe au territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement Social*, vol. n° 200, no. 3, p. 170-176.
DOI : 10.2307/3779830

FOURCAUT, A., 2007, « Les banlieues populaires ont aussi une histoire », *Revue Projet*, vol. 299, no. 4, p. 7-15.
DOI : 10.3917/pro.299.0007

FRERE, B., JACQUEMAIN, M. (dir.), 2013, *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Sciences Po.

FURIO, A., 2008, « Christofle à Saint-Denis », Conseil Général de Seine Saint-Denis, *Patrimoine en Seine Saint-Denis*, n° 28, URL : <http://fr.calameo.com/read/0006349249684c1ef2bcb>

FURIO, A., 2004, « La Courneuve, une ville au cœur industriel », Conseil Général de Seine Saint-Denis, *Patrimoine en Seine Saint-Denis*, n° 9, URL : http://www.atlas-patrimoine93.fr/documents/patrimoine_en_SSD_9.pdf

GHORRA-GOBIN, C., 2007, « Une ville mondiale est-elle forcément une ville globale ? Un questionnement de la géographie française », *L'Information géographique*, Vol. 71, p. 32-42.
DOI : 10.3917/lig.712.0032

GIROUD, M., 2007, *Résister en habitant ? Renouveau urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, thèse de l'université de Poitiers.

GRAVARI-BARBAS, M., 1996, « Le "sang" et le "sol" Le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain », *Géographie et cultures*, n° 20, p. 55-68.

GRAVARI-BARBAS, M., 2012, « Tourisme et patrimoine, le temps des synergies ? », in Khaznadar, C. (dir.). *Le patrimoine oui, mais quel patrimoine ?*, Paris, Éditions Babel, coll. « Internationale de l'imaginaire », n° 27, p. 375-399.

GRELET M., VIVANT, E., 2014, « La régénération d'un territoire en crise par la culture : une idéologie mise à l'épreuve », *Belgeo*, 1, <https://journals.openedition.org/belgeo/12803>

HALBERT, L., 2010, *L'avantage métropolitain*, Paris, PUF.
DOI : 10.3917/puf.cheri.2010.02

HARVEY, D., 2015, *Villes rebelles : du droit à la ville à la révolution urbaine*, Paris, Buchet Chastel.

HASCOËT, Y., LEFORT, I., 2015, « Au détour des barres et des tours », *Téoros*, n° 34, URL : <http://teoros.revues.org/2768>

HEINICH, N., 2014, *La fabrique du patrimoine : de la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

JACQUOT, S., 2015, « Politiques de valorisation patrimoniale et figuration des habitants en banlieue parisienne (Plaine Commune) », *EchoGéo*, n° 33, URL : <http://echogeo.revues.org/14317>
DOI : 10.4000/echogeo.14317

JACQUOT, S., GRAVARI-BARBAS, M., FAGNONI, E., 2013, « Patrimonialisation et tourisme dans la région métropolitaine parisienne. Le patrimoine, clé de métropolité touristique ? » In Gravari-Barbas, M., Fagnoni, E. (dir.), *Métropolisation et tourisme. Comment le tourisme redessine la métropole parisienne*, Paris, Belin, p. 103-117.

JACQUET, F., 2004, « Collecte d'archives orales à Saint-Denis », colloque « Villes et mémoires », Saint-Denis, les éditions de la DIV, pp. 39-42, URL : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/715>



- JOLE, M., 2012, « Hôtel du Nord. La construction d'un patrimoine commun dans les quartiers nord de Marseille », *Métropolitiques*, 4 janvier 2012, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Hotel-du-Nord-La-construction-d-un.html>
- LAZAR, M., 1992, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier Histories.
- LEBEAU, B., 2014, « Une "banlieue créative" dans le Grand Paris ? », *EchoGéo*, n° 27, URL : <https://echogeo.revues.org/13718>
DOI : 10.4000/echogeo.13718
- LEBEAU, B., 2007, « Intégration fonctionnelle et marginalisation sociale en Plaine de France », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 84e année, n° 3 (septembre), p. 315-326.
- LEFEBVRE, H., 1968/1972, *Le Droit à la ville suivi de Espace et politique*, Paris, Anthropos.
- LENIAUD, J.-M., 1996, *Saint-Denis de 1760 à nos jours*, Paris, Gallimard.
- MELÉ, P., 2005, « Conflits patrimoniaux et régulation urbaine », *ESO Travaux et Documents, Espaces et Sociétés – UMR 6590*, p. 51-57.
- MENGIN, C., 1998, « Le patrimoine du pauvre : l'habitat social en France et en Allemagne », in Andrieux, J.-Y. (dir.), *Patrimoine et société*, Rennes, PUR, p. 133 – 141.
- MORDILLAT, G., JACQUET, F., 2005, *Douce banlieue*, Paris, les Éditions de l'Atelier, Éditions Ouvrières.
- NAVARRO, N., 2015, *Le patrimoine métamorphe : circulation et médiation du patrimoine urbain dans les villes et pays d'art et d'histoire*, thèse en Sciences de l'information et de la communication de l'université du Québec à Montréal et de l'École du Louvre.
DOI : 10.4000/culturemusees.2116
- NEVEU, E., 2002, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte
- PONTIER, J., 2001, « Politique communautaire en petite couronne. L'agglomération "Plaine Commune" », in Baraize, F., Négrier, E. (eds), *L'invention politique de l'agglomération*, Paris, L'Harmattan, p. 157-191.
- POULOT, D., 1997. *Musée, nation, patrimoine : 1789-1815*, Paris, Gallimard.
- POUVREAU B., 2011. Faut-il « patrimonialiser » les grands ensembles ? *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Faut-il-patrimonialiser-les-grands.html>
- RANCIERE, J., 2000, *Le partage du sensible : esthétique et politique*, Paris, La Fabrique.
- RAUTENBERG, M., 2003, *La rupture patrimoniale*, Grenoble, Bernin, À la croisée.
- RAUTENBERG, M., 2010, « Patrimoine et populaire sont-ils compatibles ? Éléments pour une discussion critique de la notion de patrimoine populaire », In David, J.-C., Müller Celka, S., *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*, Rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, https://www.mom.fr/sites/mom.fr/files/img/Ressources_numeriques_et_outils/Documents_numerises/Colloques_texte_integral/Patrimoines_culturels_en_Mediterranee_orientale/4c
- RIPOLL, F., 2005, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Norois*, n° 195, 2005/2, URL : <http://journals.openedition.org/norois/489> ; DOI : 10.4000/norois.489
DOI : 10.4000/norois.489
- RIPOLL, F., 2008, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 3 (n° 134), p. 83-97.
DOI : 10.3917/esp.134.0083
- RIVIERE, J., 2016, « Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes », *Norois*, vol. 238-239, no. 1, p. 147-159.
DOI : 10.4000/norois.5921
- SALIN, É., 2015, « La banlieue chic de l'Ouest parisien. Entre mémoire industrielle, nouvelles formes de tourisme portées par les habitants et récit de la modernité », *Téoros*, n° 34, URL : <http://teoros.revues.org/2780>
- SEGAUD, M., BRUN, J., DRIANT, J.-C., 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, A. Colin.
- TER MINASSIAN, H., 2012, « Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone », *Cahier Construction politique et sociale des territoires*, n° 1, p.49-58.
- VESCHAMBRE, V., 2005, « La notion d'appropriation », *Norois*, n° 195, p. 115-116.
- VESCHAMBRE, V., 2008, *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- VESCHAMBRE, V., 2014, « Les grands ensembles français : un patrimoine encombrant en ce début de XXIe siècle », In Djament-Tran, G., San Marco, P. (dir.), *La métropolisation de la culture et du patrimoine*. Paris, Éditions Le Manuscrit, p. 367-406.
- ZANETTI, Th., 2010, « La Manufacture d'Armes de Saint-Étienne : un conflit mémoriel », *Norois*, 217, p. 41-55.
DOI : 10.4000/norois.3467
- ZANETTI, Th., 2018, « Matérialité et spatialité d'une mémoire meurtrie », *Géographie et cultures*, 105, p. 31-50.
DOI : 10.4000/gc.6381

Notes

1 Aubervilliers, Epinay sur Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains et Villetaneuse. L'ensemble comprend 414 806 habitants en 2017.

2 Plaine Commune ainsi que 5 des municipalités composant l'intercommunalité (Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse) sont communistes dans la mandature 2014-2020.

3 Le Conseil Municipal émet des vœux en ce sens par différentes délibérations de 1950, 1955, 1966 et 1968 (source : archives municipales de Saint-Denis).

4 Source : M. Perrot, « La Maison des Arbalétriers », *Revue des MH*, 11 mars 1987.

5 Source : archives municipales de Saint-Denis, cote 547W9.

6 L'écomusée de la Courneuve, qui tisse des liens avec l'Institut d'histoire ouvrière, créée en 1984 l'Association pour la Reconnaissance et l'étude des patrimoines de la banlieue Nord de Paris, et accueille en 1988 le colloque organisé par le CILAC sur « Le patrimoine des banlieues ». Cette expérience peut être comparée à celle de Fresnes, où le premier écomusée de banlieue, conçu par l'ethnologue Françoise Wasserman, est lancé en 1979 par le maire socialiste, et son siège inauguré en 1984 dans la ferme de Cottinville, et où est mené un travail sur la banlieue, indirect à partir de 1991, explicite depuis 2003 avec l'exposition « Banlieue ma ville » (Delarge, 2011).

7 Source : annuaire départemental du patrimoine, p. 65.

8 Source : maison de la Banlieue et de l'architecture, https://www.maisondebanlieue.fr/wp-content/uploads/2012/10/Programme_gdeT.pdf.

9 En 2001, le protocole de décentralisation culturelle lui permet d'étendre ses compétences de l'archéologie à l'architecture et à l'urbanisme, de commencer un inventaire départemental et de constituer en 2007 un service Patrimoine.

10 Source : entretien avec un membre de l'association Mémoire vivante de la Plaine, mars 2015.

11 La charte entreprise-territoire est lancée en 2005 : les entreprises et institutions signataires, dont les stratégies de relocation se déploient désormais à l'échelle de la région métropolitaine et qui sont attirées sur le territoire par le bas coût du foncier et la proximité avec Paris, s'engagent à employer des habitants du territoire.

12 P. 71 du rapport de présentation du SCOT de Plaine Commune.

13 Source : brochure des balades Douce banlieue : <http://www.tourisme93.com/document.php?pagendx=133>.

14 Le président d'Accueil banlieues est employé de Plaine Commune, tandis que l'étudiant en tourisme a été recruté par l'intercommunalité à la suite de son expérience.

15 86 familles adhérentes début 2016.

16 Source : association Cinébanlieue : <http://www.cinebanlieue.org/l-association/qui-sommes-nous>.

17 Source : entretien avec la présidente de l'association Accueil Banlieues, avril 2013.

18 Le local Mémoires de cité-jardin a accueilli 5300 personnes (pour moitié des Stanois) entre son ouverture en 2008 et 2013, et 1190 en 2014 ; 140 visites guidées ont drainé entre septembre 2006 et 2013 environ 2100 visiteurs.

19 Source : entretien avec la chargée de mission tourisme de la cité-jardin de Stains, juin 2015.

20 Association Française pour la Documentation et la Conservation des édifices, sites et ensembles urbains du MOUvement Moderne.

21 Source : entretien avec une architecte de l'association *Jardins à tous les étages*, juin 2019.



22 Source : entretien avec un membre de *Jardins à tous les étages*, septembre 2015.

23 La phase de diagnostic a été menée de janvier à avril 2017, le schéma d'aménagement établi en 2018. La signature de la convention de rénovation urbaine est prévue pour 2019.

24 Source : entretien avec un membre de *Jardins à tous les étages*, juin 2019.

25 Source : mairie d'Aubervilliers, <http://aubervilliers.fr/Le-programme-de-renovation-urbaine-du-quartier-Maladrierie-Emile-Dubois>.

26 Qui sollicite au début des années 2000 le service Patrimoine du Conseil Général en vue d'un projet d'exposition.

Table des illustrations

	Titre Figure n° 1 : La valorisation patrimoniale et touristique de la cité-jardin de Stains par Plaine Commune
	Légende 1 Le local Mémoires de cité-jardin
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-1.png
	Fichier image/png, 1,3M
	Légende 2 Signalétique patrimoniale
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-2.png
	Fichier image/png, 1,2M
	Titre Figure n° 2 : Le patrimoine de banlieue, une mobilisation visant à inverser le stigmaté associé à l'imaginaire territorial de la banlieue. Groupe touristique devant une fresque murale de la cité-jardin de Stains (juillet 2015)
	Légende On note le jeu avec l'imaginaire du « jeune de banlieue », dialoguant avec l'image de la cité-jardin dans l'entre-deux-guerres.
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-3.jpg
	Fichier image/jpeg, 96k
	Titre Figure 3 : Réemplois alternatifs de patrimoine industriel
	Légende 1 La gare de la Plaine en cours de transformation en maison des associations (Saint-Denis, novembre 2015)
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-4.png
	Fichier image/png, 2,9M
	Légende 2 L'usine Mécano (La Courneuve) transformée en médiathèque communautaire
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-5.png
	Fichier image/png, 1,5M
	Titre Figure 4 : la Maladrierie, archétype de la patrimonialisation par appropriation territoriale du logement social (juin 2019)
	Légende 1 Un quartier de grand ensemble riche en équipements culturels et de quartier
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-6.jpg
	Fichier image/jpeg, 3,3M
	Légende 2 Sièges de l'association Jardins à tous les étages
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-7.jpg
	Fichier image/jpeg, 5,6M
	Légende 3 Terrasses plantées appropriées par les habitants
	URL http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6726/img-8.jpg
	Fichier image/jpeg, 5,0M

Pour citer cet article

Référence électronique

Géraldine Djament, « Patrimonialisations, territorialisations et mobilisations dans la banlieue rouge : Plaine Commune et le patrimoine de banlieue », *L'Espace Politique* [En ligne], 38 | 2019-2, mis en ligne le 28 février 2020, consulté le 19 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/6726> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6726>

Auteur

Géraldine Djament

UMR SAGE, Université de Strasbourg, CNRS djament@unistra.fr

Droits d'auteur



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

